



**Ce n'est plus une alerte, c'est un cri d'alarme :
nous ne serons pas les morts de l'inaction !**

MARSEILLE LE 19 JANVIER 2026

Aujourd'hui, il n'est plus possible de se taire ni d'édulcorer la réalité. Ce qui se passe dans les établissements pénitentiaires de la région PACA–Corse n'est ni une série de faits divers, ni une mauvaise passe, ni une fatalité. C'est l'aboutissement d'années d'abandon, de sous-effectifs chroniques, de surpopulation carcérale et de décisions prises loin du terrain, sans jamais écouter celles et ceux qui y travaillent.

Ces derniers jours, des collègues ont frôlé la mort en service. À Aix-Luynes, à Salon-de-Provence, à Arles et ailleurs, la violence a encore frappé. Des agents agressés, blessés, marqués à vie. Des jeunes en formation projetés dans une réalité qu'aucun discours ne prépare à affronter. Et derrière chaque agression, les mêmes causes, connues de tous, dénoncées depuis des années, mais jamais traitées à la hauteur de l'urgence.

Les personnels pénitentiaires sont à bout. Épuisés physiquement, usés moralement, brisés psychologiquement. Travailler la peur au ventre est devenu la norme. Entrer en détention en se demandant si l'on rentrera chez soi le soir est devenu banal. Nous refusons cette banalisation. Nous refusons d'être considérés comme des variables d'ajustement, comme des boucliers humains chargés de compenser le manque de moyens, l'absence de politique pénitentiaire cohérente et l'inaction persistante de l'administration centrale.

Tout le monde sait. Le ministère sait. La DAP sait. Les chiffres sont publics : des dizaines de milliers de détenus en trop, des matelas au sol, des établissements saturés, des postes vacants par milliers, des collègues seuls sur des étages, des profils ultra-violents ou atteints de troubles psychiatriques lourds laissés en détention classique, sans prise en charge adaptée. Ce n'est pas une surprise. C'est une responsabilité.

Et pourtant, que nous répond-on ? Des discours, encore et toujours. Des annonces, des effets de communication, des solutions gadgets. On nous parle d'armes dites "incapacitantes", quand nous réclamons des femmes et des hommes en nombre suffisant. On nous parle d'outils, quand nous demandons une organisation du travail sécurisée, de la formation, des effectifs, du temps, de la reconnaissance. Aucun dispositif ne remplacera jamais un collègue présent. Aucun gadget ne compensera l'absence de politique ambitieuse. Aucune annonce ne protégera un agent laissé seul face à la violence.

Dans ce contexte, la mobilisation massive des établissements de la région et bien au-delà n'est pas anodine. Elle est légitime, nécessaire et profondément responsable. Le Bureau Régional CGT Pénitentiaire PACA–Corse tient à remercier l'ensemble des établissements, des personnels et des collègues qui se sont mobilisés, parfois au prix de pressions, pour rappeler une chose simple : notre sécurité n'est ni négociable, ni optionnelle. Chaque action menée, chaque blocage, chaque débrayage a porté un message clair : quand un collègue est agressé, c'est toute la profession qui est attaquée.

Il est temps que cela soit entendu au plus haut niveau de l'État. Il est temps que le ministère et la Direction de l'Administration Pénitentiaire prennent la mesure réelle de la situation. Pas demain. Pas après le prochain drame. Maintenant. Ce que nous vivons impose des décisions immédiates, courageuses et structurelles. Des recrutements réels, une sécurisation effective des missions, la fin de l'isolement des agents, le désengorgement des prisons, une prise en charge extérieure des profils incompatibles avec la détention classique, une protection fonctionnelle systématique et une reconnaissance concrète du travail accompli.

La sécurité ne se décrète pas depuis un bureau. Elle se construit sur le terrain, avec des personnels respectés, formés, protégés et suffisamment nombreux. Tant que cela ne sera pas compris, la colère grandira, la fatigue s'accumulera et le risque de drame restera permanent.

Nous le disons avec gravité et détermination : nous refusons d'attendre un mort de plus pour être entendus. Nous refusons de sacrifier une génération entière de personnels. Notre vie, notre santé et notre dignité valent infiniment plus que l'inaction et l'indifférence. La mobilisation actuelle est un cri d'alarme. S'il n'est pas entendu, **d'autres suivront.**

Le bureau Régional PACA CORSE